
Annexes

Tableaux de référence de la comptabilité nationale

1. Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2013		
	2011	2012	2013	Prix évolution (en %)	Milliards d'euros	Contributions au PIB
Produit Intérieur brut (PIB)	2,1	0,3	0,3	0,8	2 113,7	0,3
Importations de biens et de services	6,3	- 1,3	1,7	- 1,6	629,1	- 0,5
Ensemble des emplois finals	3,0	0,0	0,6	0,2	2 742,8	0,8
Consommation finale effective des ménages	0,7	0,1	0,6	0,6	1 498,4	0,4
<i>dont : dépense de consommation...</i>						
... finale des ménages	0,4	- 0,5	0,2	0,6	1 126,4	0,1
... individuelle des administrations	1,4	1,8	2,1	0,4	328,6	0,3
Consommation finale effective des administrations publiques	0,4	1,5	1,6	0,6	181,3	0,1
Formation brute de capital fixe	2,1	0,3	- 1,0	0,4	466,9	- 0,2
<i>dont : des entreprises non financières</i>	<i>3,9</i>	<i>0,1</i>	<i>- 0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>251,2</i>	<i>- 0,1</i>
<i>des ménages</i>	<i>1,0</i>	<i>- 2,2</i>	<i>- 3,1</i>	<i>0,2</i>	<i>107,9</i>	<i>- 0,2</i>
<i>des administrations publiques</i>	<i>- 4,4</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,4</i>	<i>85,6</i>	<i>0,0</i>
Variation des stocks ¹	1,1 ²	- 0,6 ²	- 0,2 ²	///	- 1,7	- 0,2
Exportations de biens et de services	6,9	1,1	2,2	- 0,4	597,8	0,6

1. Y compris les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

2. Contributions à la croissance du PIB.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

2. Valeur ajoutée brute par branche

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2013 (en milliards d'euros courants)
	2011	2012	2013	
Agriculture, sylviculture et pêche	3,9	- 8,2	- 1,4	32,1
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	2,7	0,9	- 0,4	262,1
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	- 3,2	2,8	1,7	47,0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	4,1	2,5	- 1,6	44,3
Cokéfaction et raffinage	- 5,2	- 11,8	1,9	2,5
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	4,9	1,2	1,3	30,6
Fabrication de matériels de transport	- 1,3	3,3	- 2,2	23,1
Fabrication d'autres produits industriels	4,8	- 0,7	- 0,8	114,6
Construction	- 2,0	- 1,3	- 2,1	113,9
Services principalement marchands	2,6	0,6	0,4	1 052,6
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	3,2	- 0,1	- 0,1	337,2
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	3,1	0,3	0,1	199,2
Transports et entreposage	2,1	- 0,4	1,4	87,1
Hébergement et restauration	5,3	- 1,3	- 3,2	50,9
Information et communication	6,2	3,3	0,1	88,7
Activités financières et d'assurance	6,5	2,0	1,7	84,3
Activités immobilières	- 0,6	0,8	1,0	242,5
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	3,3	- 0,3	0,4	242,3
Autres services	- 1,7	2,1	0,0	57,6
Services principalement non marchands¹	1,4	1,6	1,2	436,1
Ensemble	2,1	0,6	0,3	1 896,9

1. Les services principalement non marchands regroupent l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

	Évolution (en %)			prix courants
				2013
	2011	2012	2013	(en Md€)
Produit intérieur brut	3,0	1,5	1,1	2 113,7
Valeur ajoutée au prix de base	2,7	1,6	1,0	1 896,9
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits ¹	6,2	1,4	1,9	216,8
Revenu national brut	3,3	0,8	1,3	2 150,4
Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie	3,2	0,7	1,1	2 103,1
Valeur ajoutée brute des secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	2,7	1,3	0,7	1 296,5
Sociétés non financières	3,6	1,6	0,3	1 068,8
Entreprises individuelles	-0,3	0,4	0,1	135,4
Sociétés financières	-2,4	-0,9	5,7	92,4
Valeur ajoutée des administrations publiques	2,2	2,1	1,7	354,8
Éléments de partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	3,2	2,0	1,1	778,1
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	0,8	-0,4	-0,7	469,5
Rémunération des salariés des administrations	1,5	1,9	1,7	273,3
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	2,3	-0,4	-2,6	317,4
Revenus de la propriété nets versés	-3,4	6,8	-12,8	68,5
Épargne brute	0,1	-3,5	-1,4	181,9
Formation brute de capital fixe	6,7	1,6	-0,4	241,0
Variation des stocks (évolution en Md€)	19,6	-12,8	-6,4	-3,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	-34,0	0,7	9,0	-35,7
Taux de marge ² (évolution en points)	-0,4	-0,6	-0,9	29,7
Taux d'autofinancement ³ (évolution en points)	-5,3	-4,0	-0,8	75,5
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	-9,5	-5,8	17,9	36,0
Formation brute de capital fixe	19,9	14,7	-0,3	17,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	-4,4	-7,3	-9,7	6,9
Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI ⁴	3,6	1,8	0,9	176,0
Revenu mixte net des EI	-0,1	-0,3	-2,0	87,5
Salaires nets reçus	2,2	1,6	0,5	729,8
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature ⁵	2,3	3,8	2,8	457,6
Revenus de la propriété nets reçus	2,8	-4,4	1,0	110,1
Impôts courants	5,4	9,0	3,9	207,2
Revenu disponible brut	2,0	0,5	0,6	1 326,3
Dépense de consommation finale	2,3	1,0	0,8	1 126,4
Revenu disponible brut ajusté	2,0	0,9	1,1	1 698,3
Consommation effective des ménages	2,2	1,3	1,2	1 498,4
Épargne brute	0,7	-1,9	-0,4	199,9
Formation brute de capital fixe	3,6	-0,6	-2,7	118,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	-3,2	-6,5	2,9	76,8
Taux d'épargne ⁶ (évolution en points)	-0,2	-0,4	-0,1	15,1
Taux d'épargne financière ⁷ (évolution en points)	-0,4	-0,5	0,2	5,8
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	9,4	3,2	0,7	443,9
Importations de biens (FAB)	12,9	1,0	-1,4	484,7
Exportations de services – importations de services (en Md€)	3,5	2,8	0,1	9,5
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde (en Md€)	3,8	-21,4	4,3	-10,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation (en Md€)	-11,3	-9,8	14,1	-41,8

1. Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools...).

2. Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

3. Épargne brute / formation brute de capital fixe.

4. Excédent principalement tiré de la

location de logements, y compris les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation.

5. Principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA).

6. Épargne brute / revenu disponible brut.

7. Capacité de financement / revenu disponible brut.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Chronologie 2013

Janvier

France

- 01 Le Smic est revalorisé de 3 centimes (à 9,43 euros bruts de l'heure) après une revalorisation de 18 centimes au 1^{er} juillet 2012. L'interruption volontaire de grossesse (IVG) ainsi que la pilule pour les 15-18 ans deviennent gratuites.
- 11 Les syndicats CFTD, CFTC et CFE-CGC signent avec le patronat un accord national interprofessionnel sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi qui comporte un volet flexibilité (modulation du temps de travail en fonction de l'activité économique, réduction des délais de saisine de la justice en cas de licenciement, etc.) et un volet sécurisation des parcours professionnels (droits rechargeables à l'assurance chômage, compte de formation transférable, généralisation de la complémentaire santé, etc.).
- 15 Renault annonce la suppression de 7 500 postes en France (sur un total de 45 000) avant fin 2016.

Union européenne hors France

- 01 L'Irlande prend la présidence de l'Union européenne pour six mois. Entrée en vigueur du Pacte budgétaire européen avec la « règle d'or », signé le 2 mars 2012 à Bruxelles par 25 États membres de l'Union européenne sur 27 : il vise à renforcer la discipline commune suite à la crise de la dette, et prévoit des sanctions en cas de dérapage des finances publiques.
- 21 Les 17 ministres des Finances de l'Eurogroupe appellent les directeurs du Fonds européen de stabilité financière à verser 2 milliards d'euros à la Grèce, en complément des 7,2 milliards d'euros destinés au secteur bancaire. Ils élisent leur nouveau président, le ministre néerlandais des Finances, Jeroen Dijsselbloem, qui succède à Jean-Claude Juncker pour deux ans et demi.

- 26 1^{er} sommet de l'Union européenne avec
- 27 la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) à Santiago du Chili consacré à une alliance pour le développement durable et la promotion des investissements de qualité sociale et environnementale. Les chefs d'État et de gouvernement européens invitent les pays d'Amérique latine à ouvrir leurs marchés.

Monde hors Union européenne

- 07 Les banques américaines acceptent de payer plus de 15 milliards d'euros à un fonds public et à des emprunteurs ou des propriétaires spoliés afin de solder la crise des *subprimes*.
- 21 Barack Obama, président des États-Unis d'Amérique, prête serment pour son second mandat.

Février

France

- 12 Le rapport annuel de la Cour des comptes considère que l'objectif de déficit à 3 % du PIB sera difficile à atteindre et que le redressement est déséquilibré puisqu'il repose à 75 % sur des hausses de prélèvements obligatoires et à 25 % sur la maîtrise des dépenses.
- 14 Le Conseil d'État autorise la vente en ligne des médicaments.

Union européenne hors France

- 07 Un plan européen de cybersécurité pour protéger l'internet ouvert et les libertés en ligne expose les meilleurs moyens de prévenir les attaques visant le cyberspace. Il vise à faire en sorte que l'économie numérique se développe en toute sécurité. Des mesures spécifiques sont prévues pour accroître la résilience des systèmes informatiques, faire reculer la cybercriminalité et renforcer la politique internationale de l'Union européenne en matière de cybersécurité et de cyberdéfense.
- 07-08 Au Conseil européen de Bruxelles, les 27 chefs d'État et de gouvernement

s'accordent sur le prochain cadre financier pluriannuel (CFP), qui fixe les priorités budgétaires pour la période 2014-2020. Malgré un budget pour la première fois en baisse, les fonds pour la recherche, l'innovation et l'éducation afin d'améliorer la croissance et l'emploi, et de s'attaquer au chômage des jeunes sont augmentés.

Monde hors Union européenne

- 06** Bruxelles impose 561 millions d'euros d'amende à Microsoft pour non-respect de ses engagements.
- 14** American Airlines et US Airways fusionnent.
- 19** Ryanair commande 175 Boeing 737 pour 12 milliards d'euros.
- 22** L'agence Moody's dégrade la note souveraine britannique d'un cran, de AAA à AA1.
- 28** Renonciation du pape Benoît XVI.

Mars

France

- 01** Promulgation de la loi portant création du contrat de génération avec les principales mesures visant à lutter contre le travail précaire : favoriser l'embauche des jeunes en contrat à durée indéterminée à temps complet et maintenir l'emploi des seniors (Journal officiel du 03).
- 13** Accord entre les partenaires sociaux sur les retraites complémentaires du secteur privé (Agirc et Arrco), qui prévoit une augmentation des taux de cotisation et une moindre revalorisation des pensions sur la période 2013-2015.

Union européenne hors France

- 14-** Le Conseil européen à Bruxelles
- 15** approuve les priorités économiques pour 2013 dont la poursuite d'un assainissement budgétaire « différencié » (préservant notamment les investissements de long terme), le rétablissement de conditions normales d'octroi de crédits à l'économie, la promotion de la croissance et de la compétitivité ainsi que la lutte contre le chômage et la modernisation des administrations publiques.
- 25** Accord entre l'Union européenne, le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement sur les modalités du plan

d'aide à Chypre : 10 milliards d'euros octroyés par le Mécanisme européen de stabilité et le FMI auront pour contrepartie, non pas une taxation des dépôts bancaires, mais une restructuration drastique du secteur bancaire visant à réduire sa taille de moitié.

Monde hors Union européenne

- 01** Entrée en vigueur du gel automatique de 854 milliards de dollars dans les budgets fédéraux faute de compromis budgétaire entre l'administration Obama et les républicains de la chambre des représentants.
- 27-** 5^e sommet des BRICS (Brésil, Russie,
- 28** Inde, Chine, Afrique du Sud) à Durban (Afrique du Sud). Ces cinq grands pays échouent à s'accorder sur les modalités de mise en place d'une banque commune de développement (nécessitant une capitalisation théorique de 50 milliards de dollars et censée jouer le rôle d'alternative à la Banque mondiale), mais des négociations sont lancées pour faire aboutir à terme le projet, qui vise également la mise en commun d'une partie des réserves de change.

Avril

France

- 07** Rejet du référendum du projet de collectivité unique d'Alsace.
- 15** Dans le cadre de la moralisation de la vie publique, les déclarations de patrimoine des 38 membres du gouvernement sont publiées sur le portail du gouvernement. Promulgation de la loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre : le texte prévoit un service public de la performance énergétique de l'habitat afin d'accompagner les consommateurs souhaitant diminuer leur consommation d'énergie.

Union européenne hors France

- 22** Dans le cadre de « l'Acte pour le marché unique », mesures destinées à relancer l'économie européenne et à créer des emplois afin de résoudre les différends entre consommateurs et commerçants de manière rapide et sans recourir à des procédures judiciaires : un nouveau

système fondé sur les modes alternatifs de résolution des conflits commerciaux (MARC) voit le jour.

Monde hors Union européenne

- 18** Les ministres des Finances du G20, réunis à Washington, proposent que les échanges de renseignements bancaires se fassent automatiquement entre les administrations fiscales des pays.

Mai

France

- 18** Promulgation de la loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe.
- 30** Loi portant sur la réforme de la biologie médicale (Journal officiel du 1^{er} juin) afin de mieux encadrer ce secteur d'activité et réduire les erreurs dans les analyses médicales et freiner les dérives financières.

Union européenne hors France

- 02** La BCE (Banque centrale européenne) réduit son principal taux directeur de 0,75 % à 0,5 %, soit le plus bas niveau historique.
- 13** Plan d'action européen pour revitaliser l'économie marine et maritime dans la région atlantique afin que les États membres de l'Union européenne bordant l'Atlantique puissent contribuer à créer une croissance durable dans les régions côtières et à stimuler « l'économie bleue », en créant 7 millions d'emplois en Europe d'ici 2020. Les mesures sont axées sur le développement du marché du tourisme, la satisfaction de la demande croissante d'installations *offshores*, l'amélioration de l'éducation et de la formation dans les filières maritimes traditionnelles et émergentes et le renforcement de la coopération dans le domaine de la recherche océanique.
- 30** Entrée en vigueur des deux règlements formant le «*two pack*» adoptés le 13 mai par le Conseil de l'Union européenne et visant à améliorer la gouvernance économique de la zone euro. Le premier renforce les pouvoirs européens de tutelle sur les pays en grave déséquilibre financier ; le second resserre le

calendrier du contrôle sur les processus budgétaires nationaux.

Monde hors Union européenne

- 17** Les États-Unis, le Royaume Uni et l'Australie acceptent de communiquer leurs fichiers secrets sur des dizaines de milliers de sociétés *offshores* existant dans les paradis fiscaux.

Juin

Union européenne hors France

- 05** La Commission européenne décide que la Lettonie, remplissant les critères de Maastricht, deviendra le 18^e membre de la zone euro le 1^{er} janvier 2014.
- 11** Signature d'un accord « ciel ouvert » entre l'Union européenne et Israël pour l'ouverture de leurs marchés respectifs.
- 28** Accord entre les 27 chefs d'État et de gouvernement sur le budget européen pour la période 2014-2020 lors du Conseil européen, à Bruxelles. Les concessions obtenues pour reporter d'une année sur l'autre les crédits non consommés permettront d'accroître les dépenses sans dépasser le plafond de 960 milliards d'euros.

Juillet

France

- 08** Loi décrivant les objectifs de la refondation de l'école de la République : élever le niveau de connaissances, réduire les inégalités sociales et améliorer les qualifications. Le texte prévoit la création de 60 000 postes dans l'éducation sur cinq ans.
- Décret supprimant la sanction de suspension de l'accès à Internet prévue par la loi Hadopi en cas de téléchargement illégal.
- 22** Promulgation de la loi relative à l'enseignement supérieur et à la recherche (Journal officiel du 23). La loi vise à donner à l'État le pouvoir d'accréditer les établissements d'enseignement supérieur, et non plus, comme auparavant les diplômes.

Union européenne hors France

- 01 La Lituanie prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.
- 02 La Croatie devient le 28^e pays membre de l'Union européenne.
- 26 Promulgation de la loi de séparation et de régularisation des activités bancaires. Le texte crée le Haut conseil de stabilité financière qui fait obligation aux établissements bancaires de publier le nom et la nature de leurs activités, leur produit net bancaire, etc.

Monde hors Union européenne

- 19 Pékin autorise les banques à prêter aux taux d'intérêt qu'elles souhaitent.

Août

France

- 19 Le taux du livret A passe de 1,75 % à 1,25 %.

Union européenne hors France

- 14 La zone euro sort au deuxième trimestre de la plus longue récession de son histoire (18 mois).
- 22 Treize banques britanniques sont condamnées par l'Autorité de conduite financière britannique à rembourser 1,5 milliard d'euros à leurs clients pour ventes abusives d'assurance sur les cartes de crédit.

Monde hors Union européenne

- 20 Le juge des faillites de Manhattan valide le plan de restructuration de Kodak et le sort de la procédure de faillite.

Septembre

France

- 25 Le gouvernement présente son projet de loi de Finances pour 2014, qui prévoit 15 milliards d'euros d'économie sur la dépense publique et 3 milliards de recettes fiscales supplémentaires.

Union européenne hors France

- 12 Le Parlement européen vote la création du Mécanisme de supervision unique des banques (MSU) de la zone euro mis en chantier en juin 2012, visant à

à prévenir de futures défaillances bancaires au sein de l'Union européenne. Le système de surveillance placera, à partir de septembre 2014, environ 150 des plus grandes banques de la zone euro sous la supervision directe de la Banque centrale européenne qui veillera au respect des normes prudentielles par les établissements de crédit.

Monde hors Union européenne

- 05- Lors du sommet du G20 à Saint-Petersbourg
- 06 (Russie), les chefs d'État décident de donner la priorité à la croissance par rapport à l'austérité budgétaire sur le plan économique, en adoptant un plan d'action pour renforcer la reprise économique. Ils prennent également une série d'engagements : commencer notamment fin 2015 à échanger de manière automatique des données fiscales pour enrayer la fraude fiscale, s'attaquer à la régulation du secteur bancaire, celle qui échappe à la régulation du crédit.

Octobre

France

- 11 Rejet par le Conseil constitutionnel d'une question prioritaire de constitutionnalité contestant l'interdiction faite par la loi du 13 juillet 2011 d'utiliser la fracturation hydraulique pour explorer et exploiter les pétroles et gaz de schiste.
- 25 L'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois produit sa dernière voiture avant la fermeture définitive du site.
- 29 Décision du gouvernement de suspendre l'écotaxe poids lourds.

Union européenne hors France

- 18 L'Union européenne et le Canada concluent, pour la première fois, un accord de libre échange.
- 24 Le Conseil européen avalise le programme Eurosur, système de reconnaissance et de transmission de données destiné à surveiller les flux de migrants en Méditerranée après son adoption par le Parlement européen, le 10 octobre.

Monde hors Union européenne

- 08 Pour la 6^e fois, le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance mondiale : elle

est désormais prévue à + 2,9 % pour 2013.

- 10 LA BCE et la Banque populaire de Chine signent un accord de *swap* de devises, ce qui constitue un pas de plus vers l'internationalisation du yuan.
- 14 Le prix Nobel d'économie est attribué aux Américains Eugène Fama, Lars Peter Hansen et Robert Shiller pour leurs analyses empiriques des prix des actifs. Les lauréats ont posé les bases de la compréhension actuelle des prix des actifs. Celle-ci repose sur les fluctuations du risque, les attitudes envers ce dernier, et sur les biais comportementaux ainsi que les frictions des marchés.

Novembre

France

- 05 Adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi renforçant la lutte contre la fraude fiscale (estimée à environ 70 milliards d'euros).
- 08 L'agence de notation Standard & Poor's abaisse de nouveau d'un cran la note de la France, de AA+ à AA.

Union européenne hors France

- 29 Standard & Poor's abaisse la note souveraine des Pays-Bas de AAA à AA+.

Monde hors Union européenne

- 11 Le conseil de stabilité financière mandaté par le G20 ajoute la Banque chinoise *Industrial and commercial Bank of China* à la liste des établissements d'importance systémique au niveau mondial.
- 15- Lors du sommet du *Commonwealth* à Colombo au Sri Lanka, un certain nombre d'accords portant sur la croissance économique et la lutte contre la pauvreté sont signés par les 27 chefs d'État et de gouvernement présents.

- 17 Les compagnies du Golfe *Emirates*, *Etihad Airways* et *Qatar Airways* achètent pour 112 milliards d'euros au constructeur Boeing et 42 milliards à Airbus européen.

Décembre

France

- 06 Promulgation de la loi relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière.
- 23 Loi de financement de la Sécurité sociale pour 2014 : elle prévoit une réduction du déficit du régime général et du fonds de solidarité vieillesse de 16 milliards d'euros en 2013 à 13 milliards d'euros en 2014.
- 29 Promulgation de la loi de Finances rectificative qui réforme l'assurance-vie, met en place des dispositions de simplification administrative et des mesures de soutien à l'exportation.

Union européenne hors France

- 18 Les ministres européens des Finances s'accordent sur un mécanisme limitant l'appel à l'argent public en cas de faillite d'une banque.

Monde hors Union européenne

- 07 L'Organisation mondiale du commerce (OMC) parvient à un accord signé par les 159 États membres qui concerne trois volets : l'agriculture (stocks publics détenus à des fins de sécurité alimentaire et subventions aux exportations), la facilitation des procédures douanières et l'aide au développement des pays les moins avancés.
- 18 La FED réduit son soutien à l'économie des USA : les injections de liquidités passent de 85 milliards de dollars par mois à 75 milliards.

Agents non financiers résidents : ils sont répartis en trois secteurs : les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), les sociétés non financières ; les administrations publiques (APU), ces dernières regroupant l'État, les organismes divers d'administration centrale, les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale. Il s'agit ici d'un agrégat large de l'**endettement** des agents non financiers résidents, englobant l'ensemble des engagements contractés sous forme d'emprunts auprès des institutions financières (institutions financières monétaires et autres intermédiaires financiers), résidentes et non résidentes, et sous forme de **titres de créance émis** sur les marchés de capitaux, en France comme à l'étranger. Les encours de titres de créance sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Pour les APU, c'est l'encours de la dette notifiée par la France à la Commission européenne (dite dette « Maastricht ») qui est présenté. La dette « Maastricht » est consolidée : les dettes entre sous secteurs des APU en sont exclues. Ici, la présentation ne comprend ni les prêts entre agents non financiers résidents, ni les crédits commerciaux, ni les prêts entre affiliés. Les financements par émissions d'actions n'apparaissent pas non plus dans cette présentation, car ils ne constituent pas une dette mais un droit de propriété.

Chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) : personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui :

- n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence ;
- est disponible pour travailler dans les deux semaines ;
- a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Compétitivité-prix à l'exportation : rapport d'un prix de référence étranger à un prix à l'exportation français. Le prix de référence étranger est une moyenne pondérée des prix de

24 partenaires commerciaux de la France dans l'OCDE, y compris la France. La pondération et les prix de ces 24 partenaires sont établis en fonction de l'intensité de la concurrence exercée par les exportateurs étrangers sur les marchés tiers pour une année de référence (1999). Selon la même méthode, on calcule également un indicateur de **compétitivité-coût**, qui compare les coûts salariaux unitaires de la France à ceux de ses 24 partenaires. Ces derniers, considérés pour les indicateurs de compétitivité-prix et de compétitivité-coût sont l'ensemble des pays de l'OCDE à l'exclusion de l'Europe centrale (Pologne, Hongrie, Slovaquie, République tchèque, Slovaquie et Estonie), de l'Islande, du Chili et d'Israël. L'indicateur de compétitivité-prix se rapporte aux biens et services, celui des coûts à l'ensemble de l'économie.

Dépôts au Trésor : l'endettement d'un organisme public auprès d'un autre organisme public n'est pas comptabilisé dans sa contribution à la dette au sens de Maastricht ; c'est ici le cas de la dette de l'État vis-à-vis des autres administrations publiques au titre de leurs dépôts.

Dette nette : dette publique notifiée diminuée des dépôts, crédits et titres de créances négociables (évalués à leur valeur nominale) détenus par les administrations publiques des autres secteurs.

Dette publique au sens de Maastricht : cohérente avec les comptes nationaux financiers, elle diffère du total du passif des administrations publiques car : elle exclut certains instruments de dette, essentiellement les crédits commerciaux et autres délais de paiement ; elle est consolidée : les dettes dont le créancier appartient au champ des administrations publiques sont exclues ; enfin, elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement effective et non à la valeur de marché comme cela se fait dans les comptes nationaux.

Emploi en comptabilité nationale : tous les types d'emploi (salariés, non salariés) sont comptabilisés et chaque personne compte pour un emploi dit « **en personne physique** », quel que soit son temps de travail et même s'il est très réduit. La notion d'**emploi intérieur** correspond à l'emploi généré par l'économie sur le territoire, en métropole et dans les départements d'outre-mer (y compris Mayotte). Les estimations intègrent les non-résidents travaillant sur le territoire économique (frontaliers ou saisonniers venant en France), mais excluent les résidents travaillant à l'étranger.

Pour tenir compte de façon plus précise de la force de travail mobilisée par l'économie française, il faut recourir à la notion d'« **équivalent temps plein** », qui prend notamment en compte le temps partiel : deux personnes travaillant à mi-temps sont par exemple comptabilisées pour un seul équivalent temps plein. À l'inverse, la multi-activité et les corrections pour travail non déclaré tendent à relever les effectifs en équivalent temps plein. Au total, le nombre d'emplois en équivalent temps plein est inférieur à l'emploi comptabilisé en personnes physiques.

Empreinte carbone de la demande finale nationale (en tonnes par personne) : émissions de CO₂ associées à l'ensemble des biens et services destinés à satisfaire la demande finale nationale.

Endettement des agents non financiers résidents : il s'agit ici d'un agrégat large de l'endettement des agents non financiers résidents, englobant l'ensemble des engagements contractés sous forme d'emprunts auprès des institutions financières (institutions financières monétaires et autres intermédiaires financiers), résidentes et non résidentes, et sous forme de **titres de créance émis** sur les marchés de capitaux, en France comme à l'étranger. Les encours de titres de créance sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Enquête Emploi en continu : enquête auprès des ménages, qui porte sur les personnes de 15 ans ou plus vivant en France métropolitaine.

Chaque trimestre, 67 000 logements répondent à l'enquête (sont exclues du champ de l'enquête les communautés : foyers, cités universitaires, hôpitaux, prisons), l'ensemble des répondants compte autour de 100 000 personnes de 15 ans ou plus. Cet échantillon est partiellement renouvelé chaque trimestre. La collecte a lieu en continu durant toutes les semaines de chaque trimestre. L'enquête est prolongée par une enquête postale auprès des non-répondants dont les résultats sont disponibles plus tardivement. Le taux de chômage est estimé avec une précision de +/- 0,3 point.

Au 1^{er} trimestre 2013, le questionnaire de l'enquête Emploi a été rénové, en particulier pour faciliter le déroulement de l'enquête sur le terrain. Certaines questions ont été reformulées de manière plus simple, afin de limiter les reformulations liées à d'éventuelles incompréhensions de la part des personnes interrogées. Ceci a eu des effets sur les réponses d'une partie des personnes enquêtées et a un impact sur la mesure en niveau des principaux indicateurs. En particulier, le niveau du taux de chômage calculé avec le nouveau questionnaire ressort plus bas de 0,5 point que le taux calculé avec l'ancien questionnaire. Pour cette publication, les séries fondées sur le questionnaire rénové ont été rétopolées et l'impact du changement de questionnaire y a été neutralisé.

Équivalent temps plein : voir **Emploi en comptabilité nationale**.

Excédent brut d'exploitation : solde du compte d'exploitation. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

FAB - franco à bord : désigne une marchandise dont la valeur à l'importation est évaluée estimée au passage à la frontière du pays d'origine à l'exclusion des coûts de transport et d'assurance entre la frontière du pays d'origine et celle du pays importateur. Lorsque ces coûts sont inclus, les importations sont valorisées CAF (« coûts, assurance, fret »). Les exportations sont toujours mesurées FAB. La correction CAF-FAB pour les importations

n'est disponible que globalement, et pas pour chaque poste isolément.

Indicateur conjoncturel de fécondité ou somme des naissances réduites : nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

Parités de pouvoir d'achat (PPA) : taux qui permettent de convertir toutes les monnaies dans une monnaie commune, le standard de pouvoir d'achat (SPA), qui a le même pouvoir d'achat dans chaque pays. L'agrégat de référence est le PIB, mais les indices de volume par habitant peuvent être évalués pour tous les agrégats. Les indices de prix et de volume sont calculés par rapport à une base 100 représentant la moyenne de l'Union européenne à 28.

Part de marché relative de la France : elle rapporte les exportations françaises de biens et services vers le monde à celles du groupe de 24 pays de l'OCDE. Elle est calculée en volume en base 1995 en déflétant la valeur des biens et services exportés par un indice de prix à l'exportation.

Pauvreté monétaire (en %) : part des personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du revenu médian.

Productivité matières (en euros/kg) : rapport entre le PIB en volume (base 2000) et la consommation intérieure de matières premières.

Ratios d'endettement : leur suivi permet d'apprécier l'adéquation des financements obtenus sous forme d'emprunts par les agents économiques aux évolutions de l'économie réelle. La répartition par instruments des financements obtenus (crédits, titres de créance) fournit des indications sur les substitutions réalisées entre les différentes formes d'endettement.

Revenu disponible ajusté des ménages : revenu disponible augmenté des transferts sociaux en

nature, contreparties des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Revenu national brut (RNB) : il mesure l'ensemble des revenus perçus par les agents résidant sur le territoire national tandis que le PIB mesure la richesse produite sur le territoire national. Il est obtenu en ajoutant au PIB le solde (positif ou négatif) des revenus du travail et de la propriété reçus du reste du monde.

Secteur des sociétés d'assurance : il regroupe toutes les sociétés, hors organismes de sécurité sociale, dont les activités recouvrent la protection contre divers risques (décès, invalidité, santé, dommages corporels, dommages aux biens, etc.), la constitution d'une épargne (assurance-vie) ainsi que la réassurance. En comptabilité nationale, le service produit par les sociétés d'assurance est mesuré comme la somme des primes (ou cotisations) et des revenus de placement des réserves, diminuée des indemnités attendues ou des prestations dues.

Sorties précoces du système scolaire (en %) : part des 18-24 ans ne suivant ni études ni formation et sans diplôme du supérieur.

Taux d'autofinancement : rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe.

Taux de change effectif nominal (respectivement réel) de la France : calculé en agrégeant les parités nominales (respectivement déflatées par les prix à la consommation) des monnaies des 24 pays avec la même pondération que celle utilisée pour le calcul de la compétitivité coût et prix.

La compétitivité-prix française s'améliore lorsque les prix français progressent moins vite que les prix étrangers exprimés en une monnaie commune, que ce soit en raison d'une moindre inflation, d'une dépréciation nominale ou d'une combinaison de ces deux facteurs. Une situation où la compétitivité-

coût se détériore et où la compétitivité-prix reste stable peut traduire un effort de compression des marges plus important de la part des exportateurs français.

Taux de couverture : rapport entre les exportations et les importations FAB.

Taux de croissance annuel : en pourcentage de l'année N rapporte le flux de l'année N à l'encours observé à la fin de l'année $N-1$.

Taux d'investissement : rapport de la formation brute de capital fixe à la valeur ajoutée.

Taux de marge : rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée.

Taxes sur la réserve de capitalisation des assurances : l'article 25 de la loi de Finances

pour 2013 institue une contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des sociétés d'assurance instituée par la loi de finances pour 2011, au taux de 7 % (dans la limite de 5 % des fonds propres).

Titres de créance : ils désignent les bons du Trésor (BTF et BTAN), les titres de créance négociables émis sur le marché français (billets de trésorerie, certificats de dépôt, bons à moyen terme négociables), le commercial paper émis à l'étranger et les *Euro medium term notes* (EMTN) et les obligations, dont les obligations assimilables du Trésor (OAT). Au sein des titres de créance, les titres à court terme sont les titres d'échéance initiale inférieure ou égale à un an et les titres à moyen et long terme ceux dont l'échéance à l'émission est supérieure à un an. Pour ces dernières, les émissions des groupes bancaires acquises par ces mêmes groupes sont exclues des statistiques présentées dans le présent ouvrage.